

Les subsides

quotidienne des industries au moyen d'une mesure législative non encore rédigée ni certes adoptée?

Tout d'abord, le ministre a tenu à distance ses propres scientifiques au sujet du danger que posent les substances chimiques toxiques. Quelques semaines plus tard, en novembre, pour reprendre du terrain, il qualifiait de terrifiante la situation de la rivière St. Clair, morigénant même un de ses députés de l'arrière-plan, le député de Sarnia-Lambton (M. Jones), et lui reprochant de n'avoir pas pris l'affaire au sérieux. Enfin, sans se préoccuper du devoir que nous avons envers les États-Unis conformément à l'Accord sur la qualité de l'eau des Grands lacs, il refile ce difficile problème au gouvernement ontarien et invoque comme solution une certaine loi sur les contaminants de l'environnement absolument inexistante.

• (1150)

Comme Bugs Bunny, le ministre de l'Environnement saute d'un problème à l'autre et fait des promesses en espérant qu'on les oubliera aussitôt. Il est génial pour décrire les problèmes. Il ne vaut rien pour leur apporter des solutions. Il est passé maître en relations publiques, mais on ne peut pas compter sur lui pour l'essentiel.

Je dois revenir aux auteurs de ce rapport sur les Grands lacs qui disent, à la page 117, je crois: «La compétence politique nécessaire pour résoudre les erreurs fait défaut». Comme c'est vrai! Il me semble bien que cette observation s'applique au présent gouvernement qui, en réduisant le financement de la recherche, en restreignant la création de centres d'excellence sur la toxicité comme celui de Guelph, en imposant des compressions budgétaires au Service canadien de la faune, en ne faisant rien pour nettoyer le Niagara, en ne sachant pas doter les postes vacants de la Commission mixte internationale et en refillant à d'autres la responsabilité de nettoyer la rivière St. Clair, montre bien, comme chaque fois qu'il s'est trouvé aux prises avec un problème difficile, que lorsque la situation est complexe et nécessite une certaine planification, il en est tout bonnement incapable. Lorsque les choses se gâtent, monsieur le Président, le gouvernement se défile.

Force nous est d'en déduire que le gouvernement manque fondamentalement de confiance en lui-même. Le gouvernement semble n'avoir aucun programme et cela, pas seulement en ce qui a trait aux produits toxiques. Lorsque les conservateurs ont promis une loi sur les produits toxiques, ils ont promis une mesure qui était déjà en cours de rédaction lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir. Ce n'est pas la Loi sur les contaminants de l'environnement qui va nettoyer la rivière St. Clair. Ce n'est pas elle qui va nettoyer le Niagara. Le gouvernement rêve en couleur s'il croit que cela peut se faire en invoquant une loi non encore adoptée.

Les produits toxiques qui se trouvent au fond de la rivière, monsieur le Président, viennent des égouts, des éboulis de lessivage des dépotoirs, et d'autres sources de pollution permanentes qui ne peuvent être supprimées au moyen d'un projet de loi que le gouvernement se propose de présenter, car nous parlons ici du présent et du passé. En outre, la rivière St. Clair est une rivière internationale. Conformément à l'Accord sur la qualité de l'eau des Grands lacs, le gouvernement a le devoir de nettoyer la rivière. Il dispose pour cela de plusieurs moyens. D'abord, il pourrait rétablir les amortissements anticipés de deux ans en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cela encouragerait beaucoup le secteur industriel à se munir de

matériel dépolluant moderne, de canalisations d'égout distinctes, de systèmes de surveillance modernisés, et à s'assurer que les normes les plus élevées de traitement des déchets sont appliquées. Ensuite, il pourrait offrir un programme spécial aux municipalités comme Sarnia pour l'installation du meilleur équipement et des meilleures installations possibles de traitement des eaux usées résidentielles, commerciales et industrielles qui empruntent les canalisations d'égout municipales. Il pourrait créer une super caisse de concert avec les gouvernements provinciaux intéressés en vue de retirer les déchets toxiques des dépotoirs et, partant, de supprimer une source éventuelle de problèmes par érosion des dépotoirs.

Afin de redonner confiance aux gens qui vivent le long de la rivière St. Clair, le ministre doit proposer un plan d'action. Et il doit le faire au plus tôt. Il doit s'occuper de la rivière St. Clair si nous voulons que les Américains nettoient le Niagara pour nous. Le ministre est peu réaliste de compter, comme il l'a dit maintes fois la semaine dernière, sur la Loi sur les contaminants de l'environnement pour remédier à la situation actuelle.

Toute mesure de décontamination sera coûteuse. Le gouvernement sera tenté de prétexter le déficit pour ne pas agir. Monsieur le Président, si on a de l'argent pour cautionner les banques, comment se fait-il qu'il n'y en ait pas pour protéger la santé des Canadiens et celle des générations futures? S'il y a de l'argent pour la défense, pourquoi n'y en aurait-il pas pour protéger notre santé, la qualité de nos eaux, l'économie de notre avenir et le bien-être des futurs Canadiens?

Il est également important de s'interroger sur la provenance des substances toxiques. Elles proviennent de déchets industriels, de produits chimiques utilisés en agriculture, des dépotoirs municipaux, de la pétrochimie et de résidus de services commerciaux, comme le dégraissage des vêtements, le développement des photos, l'entretien des voitures. En somme, des activités courantes dans nos villes et nos campagnes. En Ontario, environ un demi-million de tonnes de déchets industriels dangereux sont évacués sans soin particulier chaque année.

Où aboutissent ces résidus toxiques? Dans le sol pour atteindre avec le temps la nappe d'eau souterraine. Aussi, d'une façon ou d'une autre, dans les cours d'eau et dans les lacs. Du fait de l'évaporation des eaux, on les retrouve dans l'air, dans les nuages et, au moment des précipitations, ils retombent sur les cultures et sur le sol. Nous les retrouvons donc dans les aliments. A la longue, monsieur le Président, ces substances toxiques sont absorbées par notre organisme.

Il faut donc nous demander si nous pouvons faire quelque chose, et s'il n'est pas trop tard.

M. le vice-président: A l'ordre. Le député peut-il conclure son discours?

M. Caccia: Monsieur le Président, avec votre permission je vais accélérer. Bref, monsieur le Président, le problème n'est pas seulement d'ordre écologique, mais il constitue aussi une menace pour l'économie et la santé. Pourquoi l'économie? La filtration et le traitement des eaux entraînent des frais. Les aliments contaminés finissent par entraîner des soins médicaux coûteux et les coûts économiques, s'ils ne sont pas acquittés par la présente génération, pourront être élevés pour les suivantes.

La question qui s'ensuit...